

**AGENCE MONETAIRE DE  
L'AFRIQUE DE L'OUEST (AMAO)**



**PROGRAMME DE COOPERATION MONETAIRE DE LA  
CEDEAO**

***RAPPORT SUR LA CONVERGENCE MACROECONOMIQUE  
2007 – GUINEE***

***Freetown, juillet 2008***

L'année 2007 a été marquée en Guinée par la révolte populaire qui a paralysé les activités économiques au cours du 1<sup>er</sup> trimestre. Le Gouvernement issu des accords tripartites a élaboré un programme d'urgence dont l'objectif est la relance des activités économiques et l'amélioration des conditions de vie de la population. Le programme d'urgence visait notamment l'assainissement de la gestion économique et financière et le rétablissement des équilibres macroéconomiques fondamentaux. Sa mise en œuvre devrait également aboutir à l'amélioration des infrastructures et la fourniture des services sociaux de base particulièrement l'eau et l'électricité.

En raison des sérieuses perturbations de l'activité économique au cours du 1<sup>er</sup> trimestre, les autorités avaient misé sur un taux de croissance économique de 1,5% et un taux d'inflation en glissement annuel de 15%.

En dépit des objectifs ambitieux, les résultats économiques de la Guinée en 2007 sont mitigés. Ainsi, la croissance économique s'est située légèrement au dessus des prévisions. Les pressions inflationnistes ont été contenues et la situation budgétaire a connu une importante amélioration. Toutefois, la fourniture d'électricité a été très faible. En outre, les réserves de changes du pays continuent de fondre sous l'effet du poids de la dette et de la détérioration du solde courant.

## **1 Analyse sectorielle**

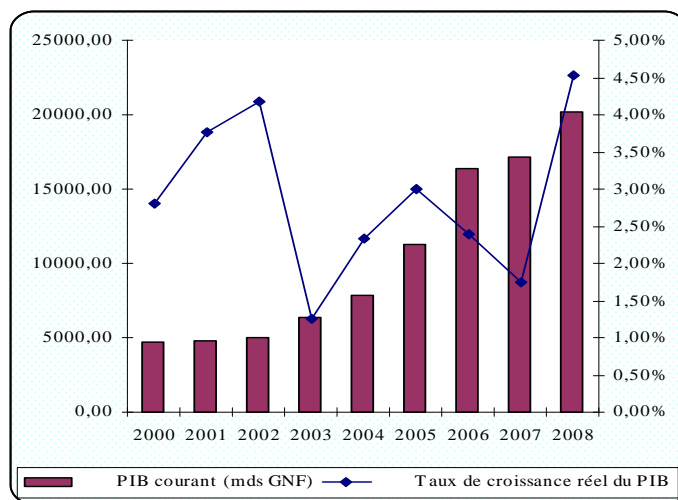
### **1.1 Secteur réel**

En 2007, l'économie guinéenne a enregistré un taux de croissance en termes réels de 1,8% contre 2,4 en 2006. La timidité de la croissance en 2007 est principalement liée à l'impact des grèves syndicales qui ont paralysé le pays au cours du 1<sup>er</sup> trimestre de l'année qui s'est traduite par un arrêt total des activités dans certains secteurs. Cette situation a notamment affecté les secteurs secondaire et tertiaire. Comparativement aux autres secteurs, le secteur primaire a réalisé la meilleure performance en 2007 mais a été affecté par les conditions climatiques qui n'ont pas été partout favorables.

Au cours de l'année 2007, le secteur primaire a dégagé un taux de croissance estimé à 2,8% contre 3,9% l'année précédente. En dehors de l'Élevage, tous les sous-secteurs ont été touchés par le ralentissement de la croissance de la valeur ajoutée. En ce qui concerne l'agriculture, la campagne 2007 a été affectée par des déficits de pluies par endroits tandis que dans certaines régions du pays ce sont les inondations qui ont empêché des bonnes récoltes.

La croissance du secteur secondaire a chuté de 2,3% en 2006 à 1,7% en 2007. Ce ralentissement de la croissance est imputable en grande partie au sous-secteur des mines qui a enregistré une baisse des activités notamment au niveau de ACG/Friguia suite à des pannes techniques et à un accident de train. Le secteur a également souffert des troubles sociaux qui se sont traduits par des arrêts d'activités.

Pour sa part, le secteur tertiaire a enregistré en 2007 un accroissement de la valeur ajoutée en termes réels de 0,6% après une croissance de 1,2% en 2006. A part le sous-secteur transport, le ralentissement des activités concerne tous les autres sous-secteurs. L'impact de la grève a été durement ressenti au niveau du commerce et des autres activités du secteur.

**Graphique 3.41** : Evolution Du PIB courant et du taux de croissance réel

Source : BCRG, AMAO

La structure de l'économie guinéenne n'a pas fondamentalement évolué en 2007. Avec le développement du commerce, le PIB guinéen reste dominé par les activités du secteur tertiaire. Ce dernier a représenté, près de 47% de la valeur ajoutée. Ce secteur est suivi par le secteur secondaire qui, sous l'effet des mines, a pesé pour 32,1% de la valeur ajoutée globale. Par contre, le secteur primaire qui absorbe l'essentiel de la population active ne représente que 21,1% du PIB de 2007.

Par rapport à la demande, la Consommation Finale à prix constants a connue une baisse de 8,9% en 2007 alors que la formation brute de capital fixe a progressé de 44,1%. La baisse de la consommation concerne exclusivement celle du secteur privé qui s'est contractée de 11,5% à prix constants. La consommation publique a pour sa part augmenté de 4,4%. La forte hausse de l'investissement privé profite essentiellement au secteur privé notamment les mines et les télécommunications qui ont enregistré des entrées massives d'IDE. Dans l'ensemble, la composition de la demande n'a pas évoluée en 2007. La part de la consommation finale se stabilise à 77% tandis que l'investissement représente environ 30% tout comme en 2006.

S'agissant des prix, les pressions inflationnistes enregistrées au cours des dernières années sont sur la voie d'être contenues. Ainsi, en glissement annuel l'inflation a été de 12,8% en 2007 contre 39,1% en 2006. En moyenne annuelle, le taux d'inflation est passé de 34,7% en 2006 à 22,9% en 2007. La baisse de l'inflation résulte essentiellement de la mise en œuvre d'une politique monétaire restrictive combinée à une politique budgétaire rigoureuse.

## 1.2 Finances publiques

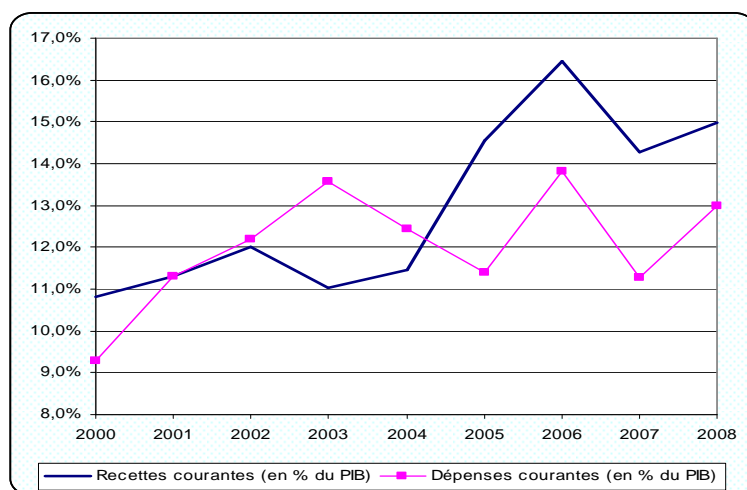
L'exécution du budget exercice 2007 de la Guinée se traduit par un déficit base engagement hors dons de GNF 164,05 milliards, soit 0,9% du PIB. Ce ratio est quasi stable depuis deux ans. Même en léger recul, les opérations financières de l'Etat continuent de dégager un substantiel excédent primaire. En effet, le solde primaire est ressorti excédentaire de GNF 652,86 milliards en 2007 après un surplus de GNF 622,81 milliards en 2006. Rapporté au PIB, le solde primaire diminue de 4,2% en 2006 à 3,8% en 2007. La bonne tenue des soldes budgétaires caractéristiques repose sur les performances notables en matière de maîtrise des dépenses publiques dans un contexte de quasi-stagnation des recettes intérieures.

Les recettes intérieures mobilisées au titre de l'exercice 2007 se chiffrent à GNF 2477,28 milliards soit un accroissement de GNF 63,87 milliards par rapport à l'exercice précédent. En raison de la forte appréciation du franc guinéen, les recettes minières ont connu une importante baisse en 2007 (GNF 102,55 milliards). De même, les droits de douanes se situent en repli de GNF 141,60 milliards suite au tassement des activités commerciales et à l'appréciation du franc guinéen qui a eu pour effet de réduire la base taxable (valeur caf des marchandises importées). Par contre, l'administration fiscale a déployé d'importants efforts dans la mobilisation des recettes relatives aux contributions directes et aux échanges de biens et services. En effet, les paiements d'impôts au titre des contributions directes ont augmenté de 52% en 2007 pour s'établir à GNF 427,01 milliards. Pour sa part, la taxation de la consommation des biens et services a atteint GNF 875,27 milliards en 2007 contre GNF 750,30 milliards en 2006 soit, une hausse de 16,7%. Toutefois, malgré les efforts déployés dans la mobilisation des recettes fiscales, le taux de pression fiscale recule de 14,6% en 2006 à 13,5% en 2007.

En ce qui concerne l'exécution des dépenses, les charges courantes ont été compressées de GNF 72,59 milliards en 2007. La contraction des dépenses courantes résulte des économies réalisées sur l'achat des biens et services et les charges d'intérêts. La réduction des charges sur la dette extérieure est essentiellement liée à l'appréciation du franc guinéen. En ce qui concerne la dette intérieure, la baisse des charges d'intérêt constatée est liée à la réduction de l'endettement du Trésor auprès de la BCRG. En revanche, les traitements et salaires ont connu une importante hausse en 2007. Les charges du personnel sont passées de GNF 444,42 milliards en 2006 à Gnf 607,21 milliards en 2007, soit un accroissement de 36,6%. Cette hausse repose notamment sur l'engagement des contractuels, la prise en compte de certaines dispositions du statut particulier des enseignants, la mise en œuvre de certains points du protocole d'accord du 27 janvier 2007 et le recrutement de nouveaux fonctionnaires.

Au total, le ratio dépenses courantes sur PIB s'est établi à 11,3% en 2007 contre 13,8% en 2006.

**Graphique 3.42** : Evolution des recettes et dépenses courantes



Source : BCRG, AMAO

Quant aux dépenses d'investissement, elles enregistrent une augmentation de GNF 10,10 milliards. Cette légère augmentation concerne les réalisations en capital sur financement extérieur. Toutefois, le ratio dépenses publiques en capital sur PIB baisse de 4,6% en 2006 à 3,9% en 2007.

En somme, l'exécution du budget 2007 de la Guinée s'est traduite par un excédent base caisse de GNF 138,25 milliards. Cet excédent a permis de réduire l'endettement de l'Etat auprès du système bancaire de GNF 130,61 milliards et d'amortir les autres catégories de dette intérieure de GNF 62,56 milliards.

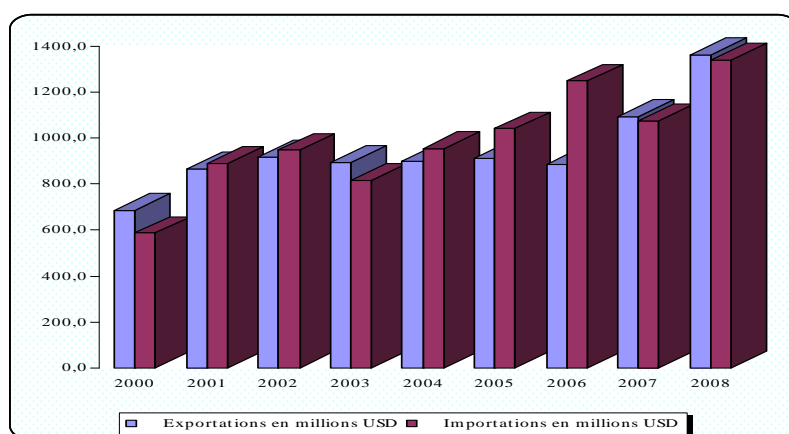
En dépit de ces performances budgétaires, les difficultés en devises n'ont pas permis de faire face à la totalité des engagements extérieurs de l'Etat. Des arriérés extérieurs de l'ordre de USD 34,3 millions ont été accumulés au cours de l'année budgétaire.

### 1.3 Secteur extérieur

La balance des paiements de la Guinée a dégagé en 2007 un déficit courant de USD 458,14 millions. Ce déficit s'est aggravé de près de USD 250 millions par rapport à l'année 2006. La détérioration des paiements courants qui intervient malgré l'existence d'un excédent commercial, est essentiellement liée à la forte augmentation des paiements au titre des transferts, revenus et services. Ces évolutions se sont traduites par une détérioration du compte courant qui, rapporté au PIB est passé de 7,9% en 2006 à 11,9% en 2007.

En 2007, la balance commerciale de la Guinée a connu une légère baisse mais reste toujours excédentaire. En effet, l'excédent commercial s'est établi à USD 50,04 millions en 2007 contre USD 76,54 millions en 2006. Cette baisse est imputable à la baisse des exportations agricoles notamment le poisson, le café et les autres produits vivriers qui ont été frappés par une décision d'interdiction d'exportation. En ce qui concerne les produits miniers, les volumes ont parfois baissé mais la hausse du prix de vente a favorisé l'augmentation de la valeur des exportations. En 2007, les exportations minières ont connu une valorisation de plus de 10% par rapport à l'année 2006. L'évolution des autres composantes du compte courant reste marquée par l'aggravation des déficits sur services (USD 96,94 millions) et transferts (USD 109,98 millions)

**Graphique 3.43** : Evolution des exportations et importations



Source : BCRG, AMAO

En ce qui concerne les opérations financières, l'année 2007 a été marquée par une entrée massive des investissements directs étrangers (IDE). En 2007, l'économie guinéenne a engrangé des IDE de près de USD 400 millions de dollars soit l'équivalent des montants reçus au cours des quatre dernières années. L'essentiel de ces investissements ont été orientés vers les mines et les télécommunications.

S'agissant de la dette extérieure, l'encours de celle-ci reste stable autour de USD 3,1 milliards au 31 décembre 2007. Toutefois, en proportion du PIB, cet encours a connu une forte baisse en 2007 en raison d'une importante appréciation de la monnaie guinéenne. Le ratio dette extérieure sur PIB est passé de 112,8% en 2006 à 74,7% en 2007. Au cours de l'année 2007, la Guinée a supporté un service de la dette de USD 202,5 millions contre USD 208,7 millions en 2006. Le service de la dette a représenté 18,1% des exportations de biens et services en 2007 contre 19% en 2006. Au total, la dette continue de peser sur les finances publiques et les réserves en devises de la Guinée.

En matière de taux de change, le franc guinéen a connu en 2007 un net retournement de tendance. En effet, la monnaie guinéenne qui avait connu une importante chute au cours des dernières années s'est nettement reprise en 2007. Le franc guinéen s'est apprécié en moyenne de 25,8% par rapport au dollar US et de 15,1% par rapport à l'euro. Par rapport aux cours en fin de période, le franc guinéen s'est redressé de 35,1% par rapport au dollar US et de 21,1% par rapport à la devise européenne. S'agissant de l'écart de change, la tendance au resserrement observée depuis la libéralisation totale du marché de changes intervenue en mars 2005 s'est confirmée au cours de l'année 2007. A fin 2007, l'écart de change s'est établi à 0,98% pour le dollar US et 1,83% pour l'euro contre respectivement 8,41% et 6,82% en 2006.

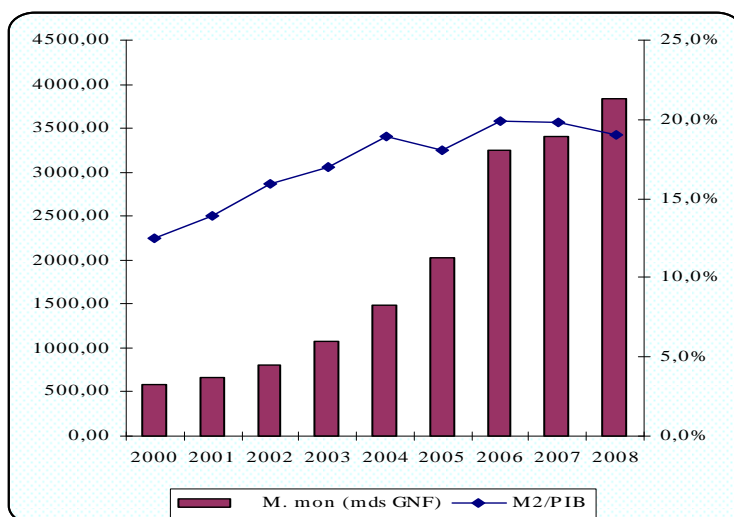
Concernant les réserves de change, la BCRG dispose à fin décembre 2007 de USD 42,8 millions contre USD 71,9 millions au 31 décembre 2006. La couverture des importations passe de 0,8 mois en 2006 à 0,4 mois en 2007.

La mise en œuvre du programme formel conclu avec les Institutions de Bretton Woods devrait se traduire par une réduction substantielle du fardeau de la dette. Les économies de devises qui en résulteraient permettraient de conforter les réserves de change du pays.

#### **1.4 Secteur monétaire**

Au cours de l'année 2007, les autorités monétaires ont décidé de marquer une rupture par rapport aux pratiques des années précédentes qui étaient marquées par une création monétaire importante au profit de l'administration publique. En 2007, la BCRG a décidé d'exécuter les demandes du Trésor sur la base des encaisses disponibles de ce dernier. La politique du financement zéro du déficit a été adoptée. Cela a permis de modérer le rythme de croissance de la masse monétaire et d'assainir les contreparties de la masse monétaire. La stabilité relative du taux de change et la baisse de l'inflation sont liées en bonne partie à ces mesures. Par ailleurs, cette situation s'est traduite par une baisse modérée des taux sur le marché monétaire et sur celui des titres publics même si la BCRG n'a opéré aucun ajustement de son taux directeur.

Concernant l'évolution des agrégats monétaires, la masse monétaire a connu une croissance modeste en 2007 après une accélération de 60% en 2006. En effet, au 31 décembre 2007, l'agrégat M2 s'est fixé à GNF 3401,70 milliards contre GNF 3222,06 à la fin de l'année 2006. En termes de proportion du PIB, la masse monétaire s'est repliée de 22,1% en 2006 à 19,6% en 2007. Les sources de l'accroissement monétaire en 2007 sont aussi bien d'origine interne qu'externe.

**Graphique 3.44** : Evolution de la masse monétaire

Source : BCRG, AMAO

Au 31 décembre 2007, les avoirs extérieurs nets se sont renforcés de 6,44% pour atteindre GNF 381,06 milliards. Ce renforcement concerne exclusivement les avoirs en devises des banques commerciales qui ont augmenté de près de 7% pour se fixer à GNF 529,72 milliards au 31 décembre 2007. Par contre, les avoirs extérieurs de la BCRG se sont amenuisés de 8% en 2007. Depuis 2006, les avoirs extérieurs de la BCRG sont négatifs en termes nets. Exprimés en dollar US, la baisse des avoirs extérieurs nets de la BCRG est plus significative. En effet, ceux-ci chutent de USD -24,34 millions en 2006 à USD -35,55 millions en 2007. Par contre, les avoirs des banques commerciales se sont renforcés de 44,3% en 2007 pour atteindre USD 126,67 millions.

S'agissant du crédit intérieur, il s'est accru de 2,6% en 2007 exclusivement au profit du secteur public dont l'endettement auprès des banques commerciales s'est situé en hausse de 75,4% pour s'établir à GNF 253,98 milliards. Par contre, les créances sur le secteur privé se sont contractées de 1,4% pour revenir à GNF 947,99 millions. Malgré le processus de désendettement de l'Etat auprès de la BCRG, le secteur public continue d'absorber l'essentiel des ressources financières disponibles.

## 2 Performances au titre de la convergence macroéconomique

Au titre de l'année 2007, la Guinée a respecté au total cinq critères dont deux de premier rang à savoir le déficit budgétaire sur PIB et le financement de ce dernier par la Banque Centrale de ce déficit. Par rapport aux années antérieures la performance de la Guinée en 2007 est remarquable. En effet, depuis le lancement du programme de convergence de la CEDEAO seulement en 2001 que la Guinée avait réalisé un succès semblable.

Cependant, si les performances budgétaires restent appréciables, il n'en demeure pas moins que l'efficacité de l'administration fiscale demande à être améliorée. En effet, avec un taux de pression fiscale de 13,5% (un des plus faibles de la région), la Guinée doit encore déployer des efforts. En outre, la répartition des dépenses budgétaires semble poser problème notamment en ce qui concerne la part réservée à l'investissement. Avec des investissements sur ressources internes qui ne représentent que 12% des recettes fiscales, la Guinée est encore loin de la norme communautaire de 20%. Par contre, en ce qui concerne la maîtrise de la masse salariale, les réalisations sont satisfaisantes avec un ratio de 25,9% pour une norme communautaire de 35%.

Même si les tensions inflationnistes ont été fortement contenues en 2007, la hausse des prix demeure toujours à deux chiffres. Toutefois, la forte baisse de l'inflation a permis de revenir à des taux d'intérêts réels positifs.

Les réserves de change de la Banque Centrale demeurent encore une source de préoccupation. Depuis 2001, les réserves de change du pays continuent de fondre. Avec une couverture de seulement 0,4 mois d'importations la Guinée demeure très loin de la réalisation de la norme de la CEDEAO fixée à 6 mois d'importations.

**Tableau 3.15: SITUATION DE LA CONVERGENCE DE LA GUINEE**

	Norme	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008*
<b>Critères de premier rang:</b>										
i) Déficit Budgétaire/PIB	≤ 4%	5,2	3,4	6,2	8,8	5,9	1,6	2,0	0,9	3,7
ii) Taux d'inflation	≤ 5%	7,2	5,2	6,1	12,9	27,6	29,7	39,1	12,8	15,0
iii) Financement BC	≤ 10% RF n-1	24,0	-0,7	24,5	14,6	26,2	-8,8	54,0	0,0	0,0
iv) Reserves brutes de change	≥ 6 mois Imports	2,2	2,8	2,3	1,6	1,2	1,1	0,8	0,4	1,1
<b>Critères de second rang</b>										
i) Recettes fiscales/PIB	≥ 20%	10,2	11,4	12,0	10,5	9,5	12,2	14,8	13,5	14,0
ii) Masse Salariale/Recettes fiscales	≤ 35% RF	38,2	32,0	31,0	34,3	32,5	23,2	18,4	25,9	29,2
iii) Investissements interes/Recettes	≥ 20% RF	7,7	5,5	10,2	12,1	16,1	12,6	12,0	11,9	12,1
iv) Taux d'intérêt réel	> 0	0,7	2,8	1,3	-8,3	-19,2	-23,0	-20,0	1,8	-0,3
v) Stabilité du Taux de change réel	± 5%	-22,5	-11,1	-0,7	-8,7	-23,1	-21,2	-9,9	4,8	4,6
<b>Nombre de critères respectés</b>		<b>1</b>	<b>4</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>5</b>	<b>4</b>

Source

s : AMAO, Banque Centrale de la République de Guinée

(\*\*) Prévisions annuelles

### 3 PERSPECTIVES 2008

L'année 2007 a connu un début notable de redressement de la situation macroéconomique. Cette volonté des nouvelles autorités a été saluée par la communauté des bailleurs de fonds à travers notamment la conclusion d'un programme formel sous l'égide du FMI.

L'orientation de la politique économique du Gouvernement au titre de l'année 2008 s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de ce programme. L'objectif retenu pour 2008 est la réalisation d'un taux de croissance économique de 4,5%. Cette croissance économique devrait être tirée essentiellement par un regain de dynamisme du secteur minier, l'essor des télécommunications et la relance de la production agricole.

Dans le domaine budgétaire, il est prévu le renforcement des performances en matière de mobilisation des recettes. Toutefois, l'explosion des dépenses de fonctionnement se traduira par le creusement du déficit budgétaire. Le déficit budgétaire hors dons devrait atteindre 3,7% du PIB contre 0,9% en 2007. Cette situation résulterait de la programmation d'une série d'investissements dont le financement sera assuré par l'extérieur. En dépit de l'accroissement du déficit, il est prévu une poursuite du désendettement de l'Etat notamment auprès des fournisseurs internes.

Les autorités monétaires envisagent pour leur part la poursuite du financement des opérations de l'Etat sur la base des encaisses disponibles du Trésor. Ainsi, la croissance de la masse monétaire sera largement maintenue en deçà de l'accroissement du PIB nominal (19,3%). Ce qui devrait contribuer à favoriser le processus de stabilisation des prix.

En ce qui concerne les comptes extérieurs, il est attendu une légère réduction du déficit du compte courant. Le déficit courant devrait se situer à 10,6% du PIB en 2008 après 11,9% en 2007. De même les réserves en devises devraient être renforcées. Les réserves extérieures brutes devraient permettre la couverture de 1,1 mois d'importations en 2008.

En terme de convergence macroéconomique, le pays semble s'orienter vers une contre-performance en 2008. Suivant les prévisions des autorités, la Guinée n'atteindra que 4 critères en 2008 après avoir satisfait à 5 en 2007 (cf. tableau ci-dessus).

En dépit des politiques volontaristes, les pressions inflationnistes largement contenues en 2007 risquent de repartir. Il est prévu un taux d'inflation en glissement annuel de 15%. Mais ce taux risque d'être largement dépassé en raison des tensions sur le marché international des produits alimentaires et le niveau élevé du prix du pétrole. La flambée des prix risque de raviver les tensions sociales.

#### **4 Conclusion et recommandations**

Il est évident que la Guinée a conduit d'importantes réformes en 2007. Cependant, étant donné l'ampleur de la crise économique, le pays n'a pas retrouvé un cadre macroéconomique tout à fait viable. C'est pourquoi, il faut saluer la conclusion d'un programme formel avec le FMI. En effet, la conduite efficace de ce programme devrait contribuer à l'amélioration des performances macroéconomiques.

Aujourd'hui, les plus grands défis de l'économie guinéenne concernent la relance de la croissance, la stabilisation des prix, la pérennisation des acquis en matière de politique budgétaire et monétaire et l'amélioration du secteur extérieur. Dans ce cadre, la mise en œuvre des recommandations ci-après s'avère indispensable :

1. la poursuite du dialogue social afin de favoriser la renégociation de certains points de l'accord notamment l'interdiction des exportations de produits alimentaires qui pénalise les petits producteurs et pèse sur la capacité de l'économie à générer des devises ;
2. la conduite d'une politique monétaire adaptée à la conjoncture marquée par la crise alimentaire et l'envolée des cours du pétrole. Pour être efficace, cette mesure devrait être combinée à l'identification et la mise en œuvre d'autres mesures visant à atténuer l'impact de la crise alimentaire sur l'inflation du pays ;
3. la lutte contre les fraudes et l'évasion fiscale dans le but de renforcer les performances de l'administration fiscale. Le taux de pression fiscale de la Guinée est largement en dessous de la moyenne de la CEDEAO ;
4. l'amélioration de la gestion des finances publiques en réduisant les dépenses improductives de manière à dégager des ressources substantielles pour l'investissement. Le ratio dépenses d'investissements sur ressources propres de la Guinée est l'un des plus faibles de la sous-région ;
5. le renforcement des efforts visant l'amélioration de la fourniture d'eau et d'électricité pour favoriser le développement des petites activités économiques ;
6. l'assainissement de l'environnement des affaires de façon à favoriser l'afflux des Investissements Etrangers Directs ;
7. la poursuite de la révision des conventions minières en privilégiant la concertation de manière à éviter le piège des procédures coûteuses et à l'issue incertaine ;
8. la mise en œuvre de politiques de promotion des exportations et l'application stricte de la réglementation en matière de rapatriement des recettes d'exportation ;
9. le renforcement du secteur privé à travers notamment l'application correcte de la procédure en matière d'attribution de marchés publics et le paiement des arriérés dus à ce secteur ;

10. la poursuite de la négociation avec les créanciers en vue de l'allégement du fardeau de la dette